



UMR 8582 - EPHE - CNRS



The Coronavirus Outbreak and Islam: Emergent Issues

GRUPE SOCIETES RELIGIONS LAÏCITES

Groupe « Islam »

Contact : luizardpj@wanadoo.fr

Responsables du projet

Pierre-Jean Luizard, CNRS

Bayram Balci, CERİ – IFEA Istanbul

Stéphane Dudoignon, CNRS

Franck Frégosi, IEP Aix – CNRS

Thierry Zarccone, CNRS – IEP Aix

Pierre-André Hervé (EPHE)

Les paradoxes du confessionnalisme politique libanais à l'heure du COVID-19, un système toujours résilient mais en crise aigüe

« *In Lebanon, a quintessential case of a weak state in which power-sharing arrangements enshrine the political salience of religion and ethnicity, welfare is a terrain of political contestation. (...) Service provision [by sectarian political parties, nldr] is used not only to address pressing social needs but also to build political support* » (Cammett, 2014, p. 4). La crise sanitaire que connaît le Liban depuis février-mars 2020 fournit à la fois une illustration et une critique de cette analyse.

Au Liban, les partis politiques mobilisant sur la base de l'appartenance confessionnelle et employant à des degrés divers le référent religieux, au point qu'on puisse les qualifier de « partis confessionnels », constituent des éléments essentiels du système de partage du pouvoir que certains désignent sous le nom de confessionnalisme politique. Très fortement contestés par un soulèvement populaire d'ampleur, déclenché le 17 octobre 2019 contre ce système¹, ces partis ont trouvé avec la crise sanitaire du COVID-19 une occasion inespérée de reprendre la main, en particulier en compensant les déficiences de l'Etat par leur action sanitaire et sociale. Cette crise, venant s'ajouter à une crise financière, économique et sociale déjà très grave, met en exergue la dimension partisane et confessionnelle du système libanais de santé et d'aide sociale ; elle tend par ailleurs à enflammer les relations interconfessionnelles, dans un contexte de tensions sociales et politiques accumulées. D'un autre côté, elle suggère aussi la résilience de l'Etat libanais, aussi faible soit-il²,

¹ Cf. enquête publiée par *The Lebanese Center for Policy Studies* en novembre 2019 sur les motivations des manifestants, selon laquelle l'abolition du confessionnalisme (« *ṭā'ifiyya* » en arabe, « *sectarianism* » en anglais), prévue dans la Constitution libanaise (préambule et article 95) telle qu'amendée en 1990 après l'accord de Taëf mais jamais mise en œuvre, est une des revendications politiques importantes du mouvement, cependant en retrait par rapport à la reddition de comptes des responsables étatiques et une meilleure représentation politique, URL : <https://twitter.com/LCPSLebanon/status/1193175351641432065>

² Pour une analyse critique de l'usage de l'expression « Etat faible » pour désigner le Liban, voir notamment : MOUAWAD, Jamil et BAUMANN, Hannes, « In Search of the Lebanese State », *Arab Studies Journal*, Vol. 25, n°1, 2017, pp. 60-64.

qui reste tant bien que mal tenu par un « cartel transconfessionnel d'oligarques paradoxalement solidaires », pour reprendre une expression d'Elisabeth Picard³, cartel dont la remise en question inédite, par le soulèvement d'octobre 2019 et la montée en puissance du Hezbollah, projette cependant cet Etat dans une profonde crise d'identité.

1/ Les partis confessionnels au cœur du système de santé libanais et la démonstration de force du Hezbollah

En mars 2020, le Liban a vécu deux événements inédits : le premier défaut de paiement de l'histoire de l'Etat libanais, concrétisé le 9 mars, et l'imposition d'un confinement strict du pays à partir de la mi-mars. Alors que les manifestants installés sur la place des Martyrs de Beyrouth ou la place al-Nour de Tripoli depuis octobre 2019 ont été contraints de plier bagage⁴ et de se confiner, les partis confessionnels se sont au contraire mobilisés, d'une part pour reprendre l'ascendant dans le débat politique désormais orienté vers la gestion de la crise financière et économique, et d'autre part pour mettre au profit d'une population fortement précarisée leurs propres services de santé et d'aide sociale, parallèles au service public d'Etat.

A la faveur de l'effondrement de l'Etat libanais au moment de la guerre civile (1975-1990) puis de la reconstruction néolibérale post-conflit⁵, les principaux partis confessionnels libanais ont développé leurs propres services d'assistance sanitaire et sociale, qui contribuent aujourd'hui de façon significative à la fourniture des services de santé dans le pays – près de 90% de la fourniture de ces services est assurée par des acteurs privés, y compris des organisations confessionnelles (ONG et partis), même si le financement du système de santé reste majoritairement entre les mains de l'Etat⁶. En outre, comme l'indique Erminia Chiara Calabrese, « le système de santé a une dimension politique très importante : l'accès aux soins est facilité par les partis politiques qui peuvent accélérer les soins et les hospitalisations aussi bien dans les hôpitaux publics que privés, la disponibilité de lits étant très limitée⁷ ». Les stratégies des partis varient cependant, les partis chrétiens et le Hezbollah musulman chiite tendant à concentrer leurs efforts sociaux principalement en direction de leur base communautaire, à la différence par exemple du Courant du futur, qui s'adresse souvent au-delà de sa seule base musulmane sunnite⁸.

Au moment où la crise sanitaire a éclaté, les partis ont rivalisé d'initiatives, proposant à leur base et parfois au-delà masques et désinfectants, ou conduisant des opérations de test gratuit et de désinfection de lieux publics, l'estampille du parti concerné toujours bien

³ PICARD, Elisabeth, « BAUMANN Hannes, Citizen Hariri. Lebanon's Neoliberal Reconstruction, Londres, Hurst & Cie, 2016, 252 p », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n°145, septembre 2019, mis en ligne le 19 mars 2018, consulté le 12/06/2020, URL : <http://journals.openedition.org/remmm/10196>

⁴ « Lebanese police remove Beirut protest camp », *Reuters*, 28/03/2020, URL : <https://www.reuters.com/article/us-lebanon-crisis-camp/lebanese-police-remove-beirut-protest-camp-idUSKBN21F0QA>

⁵ Voir notamment : BAUMANN, Hannes, *Citizen Hariri. Lebanon's Neoliberal Reconstruction*, Hurst & Cie, Londres, 2016.

⁶ CAMMETT, Melani, *Compassionate Communalism: Welfare and Sectarianism in Lebanon*, Cornell University Press, 2014, p. 57.

⁷ CALABRESE, Erminia Chiara, « Le Hezbollah face à la « guerre » contre le Covid-19 », *Les Carnets de l'Ifpo. La recherche en train de se faire à l'Institut français du Proche-Orient*, 11/05/2020, URL : <https://ifpo.hypotheses.org/10355>. En 2013, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estimait à 29 le nombre de lits d'hôpital disponibles au Liban pour 10 000 habitants, contre 65 en France par exemple.

⁸ CAMMETT, Melani, *op. cit.*, p. 4, et, pour une synthèse plus détaillée et nuancée des résultats de l'enquête conduite : p. 33-34.

en évidence⁹, tandis que certains leaders partisans à l'abri du besoin promettaient des dons substantiels, à l'image du sunnite Hariri¹⁰ et du druze Jumblatt¹¹. A ce jeu, le Hezbollah a effectué la plus grosse démonstration de force. Depuis sa fondation pendant la Guerre civile, celui-ci a lancé plusieurs programmes d'aide sociale, dont un « Comité islamique de santé » (*Al-Haya'at al-Ṣuḥīyyat al-Islāmiyya*), établi en 1984, qui opère un réseau d'hôpitaux, de cliniques (y compris mobiles), de dispensaires et de centres de soins dentaires, répartis entre ses trois bastions de Beyrouth, du Sud-Liban et de la Bekaa¹². Pour répondre à la crise du COVID-19, le Hezbollah a présenté le 25 mars un plan d'urgence sanitaire incluant notamment le déploiement de 24 500 personnes dédiées à la lutte contre le virus, dont 1 500 médecins, et la préparation de l'hôpital Saint-Georges, qu'il contrôle au sud de Beyrouth, pour accueillir des patients atteints du COVID-19¹³. Le parti et son « Comité islamique de santé » n'ont pas tardé à mettre le plan à exécution et communiquer sur leur action, placée sous le signe de la « résistance sociétale¹⁴ ». L'influence, grandissante, du Hezbollah sur le secteur libanais de la santé se manifeste aussi à travers l'OPA qu'il conduit depuis plusieurs années sur le ministère de la Santé publique. Situation inédite dans l'histoire d'un poste ministériel habitué à passer d'un parti et d'une communauté à l'autre, l'actuel ministre de la Santé Hamad Hassan, nommé en janvier 2020, et son prédécesseur Jamil Jabak (janvier 2019 à janvier 2020) sont tous les deux de confession chiite et proches du Hezbollah qui les a désignés, sans toutefois être membres du « parti de Dieu » – ce qui, compte tenu des sanctions américaines contre le mouvement, porterait préjudice au ministère de la Santé qui dépend largement de l'aide financière internationale.

Ce tableau d'une réponse très partisane et professionnalisée à la crise sanitaire doit toutefois être nuancé. Tandis que les mesures gouvernementales de confinement, relayées localement par les municipalités, ont été globalement respectées par la population, la gestion de crise a été d'abord assumée par des acteurs publics et multiconfessionnels dont l'armée¹⁵, la Croix rouge libanaise¹⁶, qui opère en tant qu'auxiliaire de cette dernière, et l'hôpital public Rafik-Hariri de Beyrouth, le premier hôpital libanais à accueillir et traiter

⁹ WARD, Euan, « In Lebanon, coronavirus presents a political lifeline for the sectarian-based elite », *Al Arabiya English*, 06/04/2020, URL : <https://english.alarabiya.net/en/features/2020/04/06/In-Lebanon-coronavirus-presents-a-political-lifeline-for-the-sectarian-based-elite>

¹⁰ « Al-Ḥarīrī iatabarra'a bi-mi'at milyūn līra li-muwājahat "Kūrūnā" » [Hariri fait don de 100 millions de livres pour lutter contre le coronavirus], *Lebanon Files*, 28/03/2020, URL : <https://bit.ly/2Yffvtr>

¹¹ « Jumblatt to MTV: I will donate \$500,000 to Hariri Hospital and \$100,000 to the Lebanese Red Cross », *MTV*, 22/03/2020, URL : [https://www.mtv.com.lb/en/News/Live_Feed/1035086/Jumblatt-to-MTV-I-will-donate-\\$500,000-to-Hariri-Hospital-and-\\$100,000-to-the-Lebanese-Red-Cross](https://www.mtv.com.lb/en/News/Live_Feed/1035086/Jumblatt-to-MTV-I-will-donate-$500,000-to-Hariri-Hospital-and-$100,000-to-the-Lebanese-Red-Cross)

¹² Site officiel d'*Al-Haya'at al-Ṣuḥīyyat al-Islāmiyya* : <https://www.hayaa.org/index.php>

¹³ « Al-Sayyīd Ṣafī ad-Dīn ya'alān 'an Ḥuṭṭat Ḥizbullāh li-mukāfaḥat Kūrūnā » [Sayyed Safieddine annonce le plan du Hezbollah pour lutter contre le coronavirus], *Al Manar*, 25/03/2020, URL : <http://almanar.com.lb/6444187>

¹⁴ AL-GHARBI, Jamal, « "Al-Muqāwama al-Mujtama'iyya" šī'ār al-muqāwama li-Ḥuṭṭat at-ṭawāri' aṣ-ṣuḥīyya li-muwājahat Kūrūnā » [« La résistance sociétale », slogan de résistance pour le plan d'urgence sanitaire de lutte contre le coronavirus], *Al Mayadeen*, 31/03/2020, URL : <https://www.almayadeen.net/reports/1389385>

¹⁵ NERGUIZIAN, Aram, « Salvation Army? », *Diwan, Carnegie Middle East Center*, 05/05/2020, URL : <https://carnegie-mec.org/diwan/81715>

¹⁶ KADI, Samar, « Red Cross volunteers on the frontline of COVID-19 battle in Lebanon », *The Arab Weekly*, 15/04/2020, URL : <https://theArabweekly.com/red-cross-volunteers-frontline-covid-19-battle-lebanon>

les patients contaminés par le COVID-19¹⁷. En outre, quels que soient ses liens avec le Hezbollah, le ministre de la Santé à la manœuvre, Hamad Hassan, jouit d'une opinion plutôt favorable au sein de la population, toutes communautés confondues¹⁸.

2/ Les tensions interconfessionnelles attisées sur fond de remise en cause du système confessionnel

La forte mobilisation du Hezbollah contre le COVID-19 est aussi une réponse à un certain nombre d'accusations portées contre lui, son parrain iranien et plus généralement les chiites dans les premiers temps de la crise. Le premier cas de coronavirus confirmé au Liban concernait une femme de retour de la ville sainte chiite de Qom en Iran, qui accueille de nombreux pèlerins et étudiants chiites libanais. Des médias, des hommes politiques et des observateurs libanais habituellement hostiles au Hezbollah et à l'Iran¹⁹ ont alors critiqué la réponse trop lente à leurs yeux du gouvernement et accusé le « Parti de Dieu » d'être à l'origine des blocages, s'agissant en particulier de la fermeture des frontières libanaises aux ressortissants des pays à risque dont l'Iran, épice régional de la crise. De fait, le gouvernement libanais formé en janvier 2020, suite à la démission du précédent gouvernement de Saad Hariri sous la pression du soulèvement populaire d'octobre 2019, s'il respecte une règle constitutionnelle de parité entre chrétiens et musulmans²⁰, penche très nettement sur le plan politique en faveur du Hezbollah. Conformément à une revendication des manifestants, les nouveaux ministres ne sont, pour la plupart, pas membres des partis politiques, mais ils ont été nommés²¹ et confirmés²² avec le soutien des partis alliés du « 8-Mars » (les partis chiites Hezbollah et Amal, et leurs alliés chrétiens, le Courant patriotique libre, de la famille Aoun, et Marada, de la famille Frangié) et l'opposition de ceux du « 14-Mars » (le Courant du futur à dominante sunnite, le Parti socialiste progressiste à dominante druze, et les chrétiens des Forces libanaises et Kataëb), rompant ainsi le fragile compromis²³ entre les deux grandes alliances politico-confessionnelles antagonistes formées après la « Révolution du Cèdre » de 2005.

De l'élection de Michel Aoun à la Présidence de la République en 2016 à la formation du dernier gouvernement en passant par l'obtention de la majorité au Parlement en 2018, la coalition menée par le Hezbollah a acquis une position dominante au sein de l'Etat. Cette

¹⁷ ANTONIOS, Zeina, « Comment l'hôpital Rafic Hariri a réussi à faire face au coronavirus », *L'Orient Le Jour*, 15/04/2020, URL : <https://www.lorientlejour.com/article/1214428/comment-lhopital-rafic-hariri-a-reussi-a-faire-face-au-coronavirus.html>

¹⁸ Entretien de l'auteur avec un journaliste libanais, 20/06/2020

¹⁹ GHADDAR, Hanin, « Coronavirus: Iran's Kiss of Death to the Lebanese », *Al Arabiya English*, 01/03/2020, URL : <https://english.alarabiya.net/en/views/news/middle-east/2020/03/01/Coronavirus-Iran-s-Kiss-of-Death-to-the-Lebanese.html>

²⁰ Plus précisément, la Constitution libanaise, telle qu'amendée en 1990, indique que, durant la période intérimaire avant suppression du confessionalisme politique, qui continue aujourd'hui, « les communautés seront représentées équitablement dans la formation du gouvernement », tandis que la règle d'égalité entre les chrétiens et les musulmans s'appliquera à l'élection de la Chambre des députés et à la nomination des hautes fonctions publiques, dites de première catégorie (article 95).

²¹ HOLTMEIER, L., HILON, T., « Who's who in Lebanon's new government », *Al Arabiya English*, 22/01/2020, URL : <https://english.alarabiya.net/en/features/2020/01/22/Who-s-who-in-Lebanon-s-new-government>

²² PERRY, Tom, « Lebanese government wins confidence vote as protests rock Beirut », *Reuters*, 11/02/2020, URL : <https://www.reuters.com/article/us-lebanon-crisis-protests/lebanon-government-wins-confidence-vote-as-protests-rock-beirut-idUSKBN2050IT>

²³ Référence à l'accord entre les deux alliances ayant permis l'élection en 2016 du chrétien Michel Aoun, allié du Hezbollah au sein du « 8-Mars », comme Président de la République et la nomination consécutive du leader sunnite Saad Hariri, figure du « 14-Mars », comme Premier ministre.

position dominante, associée aux difficultés financières qui n'épargnent ni son organisation ni sa base populaire²⁴, le place paradoxalement sur la défensive²⁵ et suscite une double crispation du champ politique libanais. D'un côté, il peut plus difficilement faire porter à ses seuls adversaires la responsabilité des déficiences de l'Etat et se trouve rangé parmi les complices du système politique honni des « révolutionnaires ». De l'autre, et à l'inverse, il tend les autres forces politiques confessionnelles, qui le suspectent de vouloir remettre en cause le partage confessionnel du pouvoir pour mieux s'emparer seul de ce pouvoir, à leur détriment²⁶. Cette tension était manifeste fin mai 2020, quand, à l'occasion de l'Aïd al-Fitr, fête rompant le jeûne du mois de Ramadan, en pleine phase de déconfinement progressif, le Mufti jaafarite du Liban Ahmed Qabalan, l'une des principales autorités religieuses chiites du pays, a lancé un pavé dans la marre en appelant à une sortie complète du confessionnalisme politique tel qu'établi par le Pacte national de 1943 et l'accord de Taëf de 1989²⁷. Une idée qui a suscité la réprobation côté chrétien en particulier, et le malaise côté Hezbollah et Amal²⁸. Si cette initiative du Mufti s'inscrit dans une certaine continuité historique²⁹ et paraît satisfaire une revendication des « révolutionnaires », elle attise plus sûrement les tensions interconfessionnelles en réactivant dans un contexte déjà tendu une vieille crainte des chrétiens libanais, affaiblis démographiquement, de se trouver marginalisés politiquement de manière définitive au détriment des musulmans et des chiites en particulier, en cas de sortie du système de partage confessionnel du pouvoir. Par là même, elle renforce d'ailleurs, paradoxalement, la nature confessionnelle du jeu politique et se révèle préjudiciable pour le soulèvement d'octobre 2019, en excitant les passions confessionnelles bannies par le soulèvement et en détournant l'attention des enjeux économiques, sociaux ou sociétaux à son origine.

Sans forcément établir de lien direct, on constate que ces tensions ont gagné la rue quelques jours plus tard, en marge d'une manifestation organisée à Beyrouth le 6 juin 2020, marquant le retour des « révolutionnaires » après plusieurs mois d'effacement en raison du confinement³⁰. Parmi les revendications entendues, une nouvelle est apparue,

²⁴ Difficultés liées à la crise financière et économique libanaise mais aussi au tarissement du soutien financier de l'Iran, frappé de plein fouet par les sanctions américaines et la chute des cours du pétrole occasionnée par la crise sanitaire.

²⁵ SHABB, Basem, « The domestication of Hezbollah in the time of coronavirus », *Al Arabiya English*, 10/04/2020, URL : <https://english.alarabiya.net/en/views/news/middle-east/2020/04/10/The-domestication-of-Hezbollah-in-the-time-of-coronavirus>

²⁶ ABI AKL, Yara, « Face au Hezbollah, Joumblatt passe à la vitesse supérieure », *L'Orient Le Jour*, 28/04/2020, URL : <https://www.lorientlejour.com/article/1215991/face-au-hezbollah-joumblatt-passe-a-la-vitesse-superieure.html>

²⁷ « Pro-Hezbollah Mufti declares end to Lebanon's confessional system », *The Arab Weekly*, 26/05/2020, URL : <https://thearabweekly.com/pro-hezbollah-mufti-declares-end-lebanons-confessional-system>

²⁸ « Ja'ja' yana'a bi-nafsihi 'an țarař al-fadarāliyya... wa al-thanā'i al- š'i'ai: risālatnā wařalat » [Geagea prend ses distances avec la proposition de fédéralisme... le duo chiite: voici notre message], *Al Anbaa Online*, 26/05/2020, URL : <https://anbaaonline.com/news/67334/>

²⁹ Le père de Ahmed Qabalan, Abl al-Amir Qabalan, actuel Président du Haut Conseil islamique chiite du Liban et ancien Mufti jaafarite lui-même, avait déjà critiqué, dès 1989, l'accord de Taëf au motif qu'il ne rendait pas justice à la communauté chiite, importante démographiquement et très impliquée dans la lutte contre l'occupant israélien, tandis que le Hezbollah, initialement hostile, a fait évoluer son discours en même temps qu'il s'intégrait progressivement dans le système politique libanais.

³⁰ AZHARI, Timour, « Tear gas, stone throwing as Beirut demonstration turns violent », *Al Jazeera*, 06/06/2020, URL : <https://www.aljazeera.com/news/2020/06/tear-gas-stone-throwing-beirut-demonstration-turns-violent-200606182654841.html>

susceptible de faire monter d'un cran les tensions, celle du désarmement du Hezbollah, considéré comme la seule milice sortie de la guerre civile sans déposer les armes. Les slogans brandis à cette occasion ne sont sans doute pas si spontanés, certains pointant du doigt des partisans de Baha' Hariri, le frère rival du leader sunnite Saad Hariri, qui cherche à mobiliser la rue en sa faveur en provoquant le Hezbollah³¹. Autre évolution sensible, des provocations à connotation religieuse ont émaillé la manifestation. Des échauffourées ont éclaté entre groupes de confession différentes, notamment chiites et sunnites, mais aussi entre deux quartiers, l'un à majorité chiite (Chiyah), l'autre à majorité chrétienne (Ain al-Remmaneh), dont les tensions en 1975 avaient déclenché la guerre civile, réactivant ainsi un très douloureux souvenir. Une partie de ces violences a fait suite à une insulte proférée par des jeunes manifestants chiites contre Aïcha, l'« épouse préférée » du Prophète Mohammad qui est vénérée par les sunnites et parfois caricaturée par les chiites (Aïcha était une adversaire d'Ali, lors du conflit de succession suivant la mort du Prophète). Ces insultes ont suscité une vive réaction de désapprobation de l'ensemble des autorités politiques et religieuses libanaises, y compris chiites³², et même à l'étranger, jusqu'à l'institution sunnite d'Al-Azhar, en Egypte³³.

Si des tensions de cette nature ne sont pas inédites au Liban ces dernières années, y compris depuis le début du soulèvement, elles n'en sont pas moins graves et suggèrent le profond malaise politique au Liban. Le jeu ambigu des partis et leaders confessionnels, qui d'un côté attisent les tensions et de l'autre appellent au calme dès que celles-ci prennent une tournure trop violente, risquant de mettre à bas tout l'édifice, donne à voir une classe politico-confessionnelle sur la défensive, en réaction face au soulèvement d'octobre 2019, qui est parvenue, le COVID-19 aidant, à essouffler ce dernier, mais qui ne peut plus se voiler la face : un siècle presque jour pour jour après sa création (le 1^{er} septembre 2020 marquera le centenaire de la proclamation de l'Etat du Grand Liban), trente ans après la fin de la guerre civile qui l'a ensanglanté pendant plus de 15 ans, l'Etat libanais traverse une très grave crise qui met en cause son système politique et, au-delà, son identité.

³¹ Entretien avec un journaliste libanais, 20/06/2020

³² « President Aoun Warns against Strife, Berri: Any Act Targeting Unity is an 'Israeli Act' », *Al Manar English*, 07/06/2020, URL : <https://english.almanar.com.lb/1056860>

³³ « Al-Azhar iantafidu didd isā'at al-Šī'a al-lubnāniyyin lil-Sayyida 'Ā'iša: "marfūḍ wa maḥram" » [Al Azhar s'élève contre l'offense faite par les chiites libanais à Aïsha: "innacceptable et interdit"], *Al Mesryoon*, 07/06/2020, URL : <https://almesryoon.com/story/1302653>